



ON A TOUT
À GAGNER

Montréal, le 1^{er} octobre 2015

Monsieur Nicolas Lavallée
Secrétaire général
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
3 200, Jean-Brillant, bureau B-1265
Montréal (Québec)
pol@faecum.qc.ca

Monsieur,

Vous trouverez ci-après les réponses du Bloc Québécois aux questions que votre organisation nous a soumises et qui, nous en sommes convaincus, sauront vous démontrer que nous sommes des alliés naturels et vos meilleurs porte-paroles.

Pour tous les dossiers que vous soulevez, nos positions sont en phase avec les vôtres. Et ce ne sont pas des phrases creuses ou des paroles en l'air que nous lançons pour vous courtiser : vous pouvez jeter un coup d'œil à notre cadre financier pour constater que tout est budgétisé.

Le gouvernement fédéral, qui occupe près de la moitié de l'assiette fiscale alors qu'il ne livre presque aucun service à la population, dispose de toute la marge de manœuvre financière nécessaire. Ce n'est qu'une question de volonté et cette volonté, nous l'avons.

Bien cordialement,

L'équipe 2015 du Bloc Québécois
3750, Crémazie Est, 5e étage
Montréal (Québec)
H2A 1B4

1- Que propose votre parti pour améliorer l'éducation supérieure et la recherche universitaire au Canada ?

Il y a vraiment beaucoup à faire.

En plus des réinvestissements dans les conseils subventionnaires, les frais indirects et les transferts pour l'éducation supérieure dont nous parlons plus loin, il faut aussi rétablir l'intégrité du processus d'attribution des bourses.

Depuis quelques années, les conseils subventionnaires se voient forcés d'attribuer les bourses de recherche en fonction des priorités conservatrices plutôt qu'en fonction des besoins de la science. Vous pouvez le constater : la recherche fondamentale en paie le prix. Nous exigeons un retour à un processus rationnel d'évaluation des projets par des pairs agissant en toute liberté au seul bénéfice de la science. Et nous insisterons pour qu'à terme, les sommes soient transférées aux fonds de recherche du Québec, organismes beaucoup plus représentatifs de la communauté scientifique québécoise où vous êtes représentés.

Pour que vous ayez accès à des données fiables, nous exigeons le retour du formulaire long obligatoire lors du prochain recensement et déposerons un projet de loi protégeant la liberté de parole et de publication des scientifiques fédéraux.

Mais il faut être conscient que ce ne sont pas des programmes fédéraux qui régleront les problèmes de sous-financement des études supérieures et de la recherche. Le plus important, c'est de redonner de l'oxygène au gouvernement du Québec.

Le directeur parlementaire du budget et le Conference Board sont sans appel : dans 20 ans, les provinces afficheront un déficit de 171G\$ alors qu'Ottawa nagera dans un surplus de 110G\$. Dans 35 ans, Ottawa aura entièrement remboursé sa dette alors que les provinces seront en quasi-faillite. Le vrai enjeu en matière de financement de l'éducation, voire de pérennité de nos institutions, se situe là. Si on ne s'y attaque pas maintenant et vigoureusement, l'austérité actuelle ressemblera à un jardin de rose par rapport à ce qui nous attend. D'où la hausse importante des transferts en santé et en infrastructures que nous proposons.

Tant que le Québec n'est qu'une province, le gouvernement est amené à choisir entre la santé et l'éducation, choix déchirant s'il en est un. Dans un contexte de vieillissement de la population, l'éducation et la recherche peinent à trouver leur place. Comme pays, c'est plutôt entre la gratuité scolaire et une nouvelle flotte d'avions de chasse que nous aurons à choisir. Et alors, nous vous laissons deviner le choix que notre peuple fera. Nous aurons tout en main pour faire de l'éducation une vraie priorité nationale.

2- Les conseils de recherche fédéraux (IRSC, CRSNG, CRSH) sont centraux à la production de recherche fondamentale libre et diversifiée. Cependant, en tenant compte de l'inflation, leur budget annuel a diminué de 6,1 %, ce qui correspond à une perte de 183 M\$ par année. Cette diminution a été décriée par l'ensemble de la communauté scientifique canadienne. Est-ce que votre parti politique a l'intention de combler le manque à gagner dans le financement des conseils de recherche fédéraux ?

Oui.

Nous proposons un réinvestissement de 183M\$ dès le premier budget, récurant et indexé les années suivantes.

- 3- Actuellement, les projets de recherche financés par les trois conseils de recherche canadiens s'accompagnent de coûts indirects qui ne sont pas pris en compte dans les subventions initiales. Lors de la création du programme des coûts indirects de recherche du Canada, récemment devenu le Fonds de soutien à la recherche, le gouvernement promettait un financement complet des coûts indirects. Cependant, les Fonds de soutien à la recherche financent environ la moitié des coûts indirects réels. Pour l'ensemble des universités canadiennes, le manque à gagner est évalué à 287 M\$ et limite le développement adéquat des projets de recherche de grande envergure. Que propose votre parti concernant le financement des frais indirects de recherche ? 15 septembre 2015**

Pour éviter que les chercheurs ne se retrouvent dans des laboratoires vides à travailler sur des ordinateurs d'une autre époque, nous avons évidemment prévu une somme supplémentaire de 70M\$ (qui se trouve dans l'enveloppe « autres mesures » de notre cadre financier) pour couvrir les frais indirects associés aux 183M\$ de réinvestissement que nous proposons.

- 4- Les conseils de recherches fédéraux jouent une place centrale pour le financement des étudiants chercheurs et des étudiantes chercheuses, entre autres par leurs programmes de bourses d'études supérieures du Canada. Cependant, bien que les Fonds de recherche du Québec (les homologues québécois des conseils de recherches fédéraux) possèdent des sièges étudiants au sein de leurs conseils d'administration et un comité intersectoriel étudiant, aucun siège n'est réservé à un étudiant ou à une étudiante au sein des trois conseils de recherches canadiens. Est-ce que votre parti est prêt à exiger que des sièges étudiants soient réservés sur les conseils d'administration des conseils de recherche fédéraux?**

Oui, mais notre priorité est ailleurs.

Lorsque les budgets de financement des conseils subventionnaires seront rétablis, nous proposerons qu'ils soient transférés aux fonds de recherche du Québec, lesquels sont beaucoup plus représentatifs de la communauté scientifique québécoise.

- 5- Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) aide à financer de nombreux programmes sociaux dans les provinces, mais il aide aussi au financement de l'éducation postsecondaire. Dans son budget 2015-2016, le gouvernement du Québec affirme qu'il manque 2,8 milliards de dollars annuellement afin que le TCPS atteigne le niveau de 1994. Est-ce que votre parti s'engage à combler le manque à gagner au sein du TCPS ?**

Oui.

Nous proposons une hausse de 6% par an jusqu'à ce qu'on revienne aux montants d'avant les coupures amorcées après en 1996, soit 388M\$ la première année, 789M\$ la deuxième année et 1,2G\$ la troisième année. Le rattrapage complet devrait s'effectuer en six ou sept ans, selon le taux d'inflation que nous connaissons dans les années à venir.

Au Bloc Québécois, nous sommes conscients que l'austérité imposée à la communauté universitaire vient en partie d'Ottawa.